



Consultation publique

Renouvellement de la Politique culturelle du Québec

Mémoire soumis par l'organisme

Culture pour tous

25 août 2016

INTRODUCTION

Voué à faire reconnaître les arts et la culture comme éléments essentiels du développement individuel et collectif, **Culture pour tous** se réjouit de pouvoir apporter sa contribution au renouvellement de la Politique culturelle du Québec.

Depuis 20 ans, Culture pour tous élabore des actions et des programmes basés sur l'idée que la culture émerge avant tout des personnes vivant sur un territoire. C'est pourquoi nous nous référons à la définition anthropologique et sociologique de la culture de l'UNESCO, formulée dans la *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles* à la Conférence mondiale de 1982.

« La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. »

C'est en faisant nôtre cette définition que nous avons créé, en 1997, les *Journées de la culture*, fruit d'une initiative visionnaire des milieux culturels qui visait à mieux faire connaître le travail et les processus de création et de production culturelles tout en valorisant la culture de proximité. Chaque année pendant trois jours, à la fin du mois de septembre, ces *Journées* canalisent les forces vives de ceux et celles qui se consacrent à créer et à animer la vie culturelle des villes et villages du Québec.

À l'aube de leur vingtième anniversaire, les *Journées de la culture* se déploieront dans plus de 300 municipalités où quelque 3 000 activités d'exploration des arts et de la culture de toutes disciplines seront offertes gratuitement à la population. L'événement devient ainsi un porte-voix collectif pour réaffirmer l'importance de la culture pour le développement des communautés.

Les *Journées de la culture* ont pris une ampleur que nous ne pouvions prévoir en 1997. Leur succès nous a incités à élaborer d'autres programmes inédits (*La culture en entreprise, Passeurs de rêves...*) qui convient les citoyens à devenir des acteurs culturels à part entière, dans leurs milieux respectifs.

Ces initiatives nous ont permis de faire reconnaître la médiation culturelle, pratique qui intéresse de plus en plus ceux qui se consacrent à la sensibilisation et à l'éducation aux arts et à la culture. La mise sur pied, en 2006, du Groupe de recherche en médiation culturelle (GRMC) représente un jalon important dans l'évolution de nos travaux. Très peu documentée à l'époque au Québec, la médiation culturelle fait aujourd'hui l'objet de nombreux ouvrages, colloques, séminaires et recherches que nous avons réalisés au bénéfice des travailleurs culturels intéressés par le sujet. Notre site web est devenu la référence en ce domaine. Depuis quelques années, nous avons aussi instauré des Cellules régionales d'innovation en médiation culturelle (CRIMC) regroupant des artistes, des animateurs et des gestionnaires culturels prêts à passer à l'action, de concert avec les institutions et instances susceptibles d'assurer l'intégration de la dimension culturelle dans leurs milieux de vie (commissions et établissements scolaires, hôpitaux, municipalités, MRC, entreprises, etc.). Nous croyons qu'il est temps de reconnaître et de valoriser la fonction de médiateur culturel comme un levier pour accélérer le développement culturel du Québec.

Dans ce contexte et compte tenu de son expertise, Culture pour tous propose d'intégrer quatre orientations dans la nouvelle politique culturelle du Québec.

1. Rendre inséparables culture et citoyenneté au Québec

Tandis que l'on s'apprête à renouveler la Politique culturelle du Québec, nous pouvons nous enorgueillir de nos réussites collectives (gouvernementaux et citoyens) depuis la première Politique, lancée en 1992.

Le Québec s'est défini et affirmé comme nation en favorisant la création d'œuvres originales ancrées dans sa réalité et en valorisant la maîtrise la plus achevée des moyens d'expression artistique. En orientant ses politiques, initiatives et investissements vers la poursuite de l'excellence artistique, la création d'institutions durables et la construction d'une industrie culturelle performante, l'État québécois est parvenu à soutenir une offre artistique et culturelle foisonnante, constamment renouvelée et appréciée – ici comme à l'échelle de la francophonie et bien au-delà. C'est un acquis précieux à célébrer.

Cependant, force est de constater que pour la majorité de la population, la participation, la fréquentation et, plus encore, la pratique assidues des arts n'atteignent pas les niveaux escomptés. Cela reste un défi à relever. Ici, comme dans les autres sociétés, on constate qu'en matière de culture, l'offre ne détermine pas la demande. L'accroissement de cette demande résulte plutôt d'un travail systématique d'éducation, de sensibilisation et de médiation sans lequel l'offre artistique et culturelle formidable soutenue par l'État, le mécénat et la commandite resterait confinée à une fraction de la population qui aura eu le privilège d'être initiée et qui en a les moyens financiers.

Le défi de la démocratisation culturelle est d'une importance cruciale pour le Québec. Le dynamisme de sa culturel est devenu une condition *sine qua non* d'affirmation, de différenciation et même de survie à l'ère de la mondialisation des échanges, de la prolifération et de l'accessibilité des plateformes numériques.

Recommandations

- Mettre en place des programmes visant l'augmentation des actions de médiation culturelle dans les milieux de vie.
- Encourager la formation en médiation culturelle pour tisser davantage de liens entre la population et les projets artistiques et culturels.
- Développer un programme de création de postes de médiateurs culturels en collaboration avec Emploi-Québec.

2. Vivre la culture : au-delà de l'offre et de la demande

Le Québec ne peut pas se permettre de fléchir dans son soutien aux artistes et au secteur culturel. Cela dit, nous pouvons et nous devons innover davantage en matière de démocratisation culturelle, et ce, en défendant la notion d'une citoyenneté active enrichie par la fréquentation des arts et du patrimoine ainsi que par des pratiques culturelles soutenues, à l'échelle individuelle et collective. Bref, il faut ramener les arts et la culture au cœur du quotidien.

La culture de proximité est le socle à partir duquel chaque être humain s'émancipe. Comme l'avancé le sociologue et philosophe Fernand Dumont, cité ici par Serge Cantin, professeur titulaire à l'Université du Québec à Trois-Rivières, « il y a la culture première, qui est le monde familier, ce dans quoi l'homme est comme un poisson dans l'eau, le rapport premier au monde, les modes de vie, la vie quotidienne ». Puis, « la culture seconde, [soit] la culture comme horizon, où le monde devient objet de réflexion, à travers la littérature, les arts, la philosophie. »

Le fossé qui existe au Québec entre ces deux niveaux devrait tous nous préoccuper. En effet, comment vouloir une société créative, altruiste, résiliente et pacifique, où chacun peut s'exprimer librement, en occultant le développement culturel ? Nous croyons qu'un travail de conscientisation reste à faire. Trop de gens considèrent encore la culture comme une activité extérieure à eux. Le mot « culture » est souvent associé aux seules activités artistiques des professionnels ou aux sorties culturelles. Or, elle se déploie de mille et une façons qu'il faut savoir reconnaître. La participation active des citoyens à la vie culturelle de leur milieu de vie est une des clés pour que les arts et la culture soient davantage considérés comme essentiels dans notre société, comme des piliers de toute forme de développement durable.

La culture doit donc être vue et pensée comme une dimension de la vie plutôt qu'un secteur d'activité. Dans ce sens, tous les élus, dirigeants, leaders devraient avoir une préoccupation commune envers le développement culturel du Québec.

Faire rayonner la culture à l'intérieur du Québec et dans le monde doit être une priorité, particulièrement dans le contexte numérique actuel. Pour assurer le plein développement du Québec, le gouvernement doit rapidement mettre en place une action concertée et renforcée en faveur de la culture sans laquelle on ne pourra prétendre à un réel développement durable.

Recommandations

- Lancer une stratégie d'actions gouvernementales de sensibilisation des citoyens et d'encouragement à l'activité culturelle en mettant en place des mesures incitatives, en partenariat notamment avec des ministères, municipalités, commissions et établissements scolaires, organismes culturels et communautaires.
- Prioriser les activités culturelles dans les programmes et initiatives d'accueil des immigrants.
- Créer un organisme-conseil composé d'acteurs de tous les milieux qui évaluera les avancées du développement culturel du Québec et contribuera à actualiser la Politique culturelle du Québec.
- Encourager la recherche sur les retombées de la culture au Québec.

3. Culture et éducation : les deux faces d'une même médaille

Il va de soi que la langue est le fondement de toute culture. Par conséquent, l'utilisation du français comme langue commune doit être renforcée au Québec, le tout dans le respect des droits linguistiques des nations autochtones et de la communauté anglophone. L'apprentissage et la connaissance du français nécessitent un rehaussement à tous les niveaux. En effet, comment ne pas se désoler en constatant, selon les sources de la Fondation pour l'alphabétisation, qu'au Québec, « une personne sur cinq, soit 19 % de la population, est susceptible de se retrouver dans une situation où elle éprouvera de grandes ou de très grandes difficultés à lire et à utiliser l'écrit et, qu'une personne sur trois, soit 34,3 % est susceptible de se retrouver dans une situation où sa capacité à lire sera relative à la présence de conditions facilitantes ou d'environnements écrits non complexes ».

Cette situation hypothèque forcément le développement du Québec puisqu'un niveau élevé de littératie dans la population est un prérequis dans une société dont le développement dépend largement du savoir.

Pour ce faire, nous n'avons d'autres choix que de passer à la vitesse supérieure sur plusieurs plans. Le premier, qui nous apparaît prioritaire, est celui de l'éducation. Si beaucoup a été fait dans les dernières années, il demeure que l'intégration de la dimension culturelle à l'école, comme prescrit dans le cursus scolaire, n'a pas atteint ses objectifs. Il est désolant de constater que, dans la formation des maîtres de nos universités, il n'existe pratiquement pas de cours sur les arts et la culture. Une mise à niveau s'impose pour que les arts et la culture fassent partie intégrante du bagage professionnel de tout enseignant ou professeur.

Recommandations

- Intégrer au cursus de la formation des maîtres des cours sur les arts et la culture et voir à développer et à optimiser, auprès des enseignants actuels et futurs, la compétence de l'approche culturelle dans l'enseignement, et ce, afin d'assurer une meilleure intégration des arts et de la culture dans le programme scolaire des élèves au Québec.
- Renforcer les apprentissages et la connaissance de la langue française.

4. Intégrer la culture à l'environnement numérique

Pour les artistes, institutions et organismes culturels, occuper un espace signifiant et repérable dans l'univers numérique représente évidemment un enjeu crucial. Nous déplorons cependant le faible niveau de littératie numérique dans le milieu culturel. Il ne s'agit pas ici de simplement savoir rayonner à travers les réseaux sociaux, ce que beaucoup d'organismes arrivent à faire, ou encore de lancer des activités de sociofinancement qui paraissent souvent comme une bouée de sauvetage au problème récurrent du financement culturel. Le défi consiste à bien connaître et à s'appropriier les nouveaux outils en faisant en sorte qu'ils soient partie intégrante de nos pratiques, qu'elles soient artistiques ou culturelles. Toutefois, étant donné la vitesse à laquelle ces outils se créent et se développent, il est difficile de demeurer à la fine pointe des progrès dans ce domaine en pleine explosion. Pourtant, il le faut, d'autant plus que les jeunes sont rompus aux technologies et sont bombardés de tous les côtés par une salve quotidienne de données et de propositions artistiques et culturelles à consommer rapidement.

En administrant des mesures du Plan culturel numérique du Québec, Culture pour tous est à même de constater les obstacles que les intervenants culturels ont à surmonter pour maintenir leurs connaissances à niveau dans le contexte d'une accélération sans précédent des développements technologiques.

Recommandations

- Accélérer le développement de la littératie numérique des travailleurs culturels et des enseignants en maintenant l'accès à une formation de pointe en continu dans un environnement collaboratif de partage et de transmission des savoirs.
- En partenariat avec des entreprises, investir du capital de risque pour favoriser et accélérer l'incubation de projets ou d'initiatives numériques visant à rapprocher les arts et la culture des citoyens dans leurs milieux de vie.

Culture pour tous profite de la présente consultation pour rappeler que, plus que jamais, la Politique culturelle doit être une responsabilité assumée et partagée par l'État, par la société civile, par les institutions démocratiques, par la famille et par chacun des citoyens.

En complémentarité des initiatives de l'État, Culture pour tous réaffirme donc ici sa détermination et sa volonté de continuer à jouer un rôle de relais et de catalyseur, dans le prolongement de ses actions des vingt dernières années.